



Communiqué – pour diffusion immédiate

Un gouvernement pour un Québec apprenant

Montréal, le vendredi 24 août 2012 – Afin de mettre en valeur les enjeux en éducation des adultes et en formation tout au long de la vie, Léa Cousineau, présidente du conseil d'administration de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA), a fait parvenir une lettre aux chefs et porte-parole des partis politiques pour leur présenter notre point de vue sur la question. Vous trouverez le contenu de la lettre ci-dessous.

Le 22 août 2012

Lettre envoyée aux chefs et porte-parole des partis politiques

Un constat est patent dans la présente campagne électorale, l'éducation des adultes est totalement absente des débats. Or, au Québec comme ailleurs, un consensus existe pour affirmer qu'il faut faire plus pour l'éducation des adultes, étant donné que les sociétés contemporaines imposent de nouvelles exigences en matière de connaissances et de compétences.

Dans un contexte de changements rapides, et ce, dans la plupart des sphères de la vie des individus (travail, santé, famille, environnement, science et technologie, culture, démocratie, etc.), les pressions sont plus fortes encore sur la capacité de s'adapter à ces exigences. De plus, le développement de l'autonomie et l'épanouissement personnel mettent en évidence l'importance de pouvoir miser sur des connaissances et des compétences diversifiées et à jour. Ce constat est à la base de la perspective de l'éducation tout au long de la vie qui constitue, depuis le tournant des années 1970, le repère de toute politique d'éducation des adultes désirant répondre aux défis éducatifs de notre époque.

Malgré ce consensus et l'intérêt d'une telle perspective d'éducation tout au long de la vie, le Québec peine à investir dans les ressources de formation. Il y a pourtant de nombreuses pistes à ce niveau :

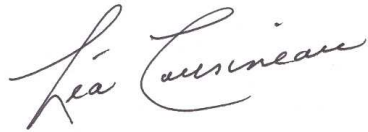
- augmentation de l'offre publique, autant celle des institutions d'enseignement que celle pour la formation de la main-d'œuvre ou celle en provenance des institutions culturelles;
- reconnaissance et meilleure mise à contribution des organismes communautaires en éducation des adultes, soit ceux en alphabétisation, en éducation populaire, en loisirs, en développement de la main d'œuvre;
- augmentation et diversification de l'aide financière aux individus;
- développement de services d'accompagnement et d'encadrement des individus;
- coordination accrue des ressources existantes;
- appui à des initiatives nouvelles en formation des adultes.

Il s'agit d'offrir une réponse intégrée et cohérente à la demande d'éducation et de développer une culture de l'apprentissage continu à la grandeur de la population. C'est ainsi que le Québec pourra prétendre au titre de société apprenante.

D'élection en élection, les programmes des partis politiques témoignent d'une réflexion incomplète. Aucun parti ne formule une vision d'ensemble des moyens de réaliser cette nécessaire perspective de l'éducation tout au long de la vie.

Or, il devient urgent de s'attaquer à cette question. La moitié de la population adulte présente des difficultés au niveau de l'alphabétisation et près de 25 % des personnes de plus de 25 ans ne possède pas un premier diplôme d'études secondaires. De plus, de nombreux obstacles de toutes sortes, et pas seulement financiers, empêchent les adultes de participer à des activités de formation. Il n'est donc pas étonnant que le Québec figure parmi les provinces canadiennes présentant le plus bas taux de participation à l'éducation des adultes, et plus particulièrement, à la formation liée à l'emploi.

Le Québec a besoin d'une vision à la hauteur des exigences de notre époque en matière de développement des connaissances et des compétences de la population adulte. Au lendemain du vote du 4 septembre, souhaitons-nous un gouvernement pour un Québec apprenant!

A handwritten signature in black ink, reading 'Léa Cousineau' in a cursive script.

Léa Cousineau
Présidente du conseil d'administration
de l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes